



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

**Session Plénière du 23 Juin 2016**

**Intervention de Jean-René COUEILLE**

**Rapport N° 16.03.05 – Appel à Projet Partenariat Européen pour  
l’Innovation en agriculture**

Monsieur le Président, Chers collègues,

Ce rapport nous demande d’adopter l’appel à projets Partenariat Européen pour l’Innovation en agriculture.

Il appelle un certain nombre de remarques et de réserves de la part du groupe Front National.

Tout d’abord, nous constatons une fois de plus, que pour bénéficier de subventions européennes dont l’ensemble ne représente après tout qu’un retour limité de la contribution de la France à l’Union (nous récupérons seulement 14 Mds sur les 21 que nous versons annuellement à Bruxelles), il faut que la Région passe sous les fourches caudines des critères imposés par la Commission si elle souhaite soutenir des projets innovants dans l’agriculture.

Ensuite, on peut se demander si l’innovation n’est pas le dernier paravent de l’UE pour masquer l’échec de sa politique productiviste et ultra-libérale fondée sur la compétition faussée au sein de l’Europe d’une part et entre l’Europe et les Etats-Unis d’autre part.

Je cite le rapport : « *L’innovation doit permettre aux agriculteurs de dégager des meilleurs revenus, d’améliorer leurs conditions de travail et de répondre aux demandes de la société sur la protection de l’environnement, sur la qualité et la sécurité des produits.* ». La politique européenne est une véritable fuite en avant. Ce genre de discours qui promet des lendemains qui chantent, nous l’avons entendu combien de fois depuis la création de la PAC en 1957 et sa dernière réforme en 2010. Or l’agriculture française est en danger mortel : des pertes de revenus et un endettement toujours croissants entraînant disparition des exploitations, désertification des territoires ruraux, désespoir avec un suicide d’agriculteurs tous les deux jours.

De plus, des projets innovants ne pourront voir le jour que s'ils répondent aux besoins des agriculteurs et des professionnels des filières agricoles, or, et ce rapport l'indique bien, à l'issue de l'atelier Innovation du Forum régional sur l'agriculture, leur 1<sup>ère</sup> préoccupation parmi les 5 identifiées est l'amélioration de la compétitivité, la 2<sup>ème</sup> l'amélioration des conditions de travail et la 3<sup>ème</sup> l'amélioration de la performance environnementale, la transmission de l'exploitation et le maintien de l'emploi étant classées dernières.

Or, les « axes stratégiques » de la Région ne correspondent pas aux attentes des professionnels puisque :

Le 1<sup>er</sup> concerne « *l'adaptation aux effets du changement climatique* » et le 2<sup>ème</sup> « *les nouvelles formes d'organisation destinées à permettre aux entreprises de s'adapter à des marchés spécifiques* ».

Il faut attendre les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> axes « *Gestion et exploitation des données pour un pilotage plus réactif* » et « *Automatisation, mécanisation ou robotisation pour réduire la pénibilité, renforcer l'attractivité et améliorer la rentabilité* » pour recouper les préoccupations premières des producteurs.

Ce décalage illustre bien la différence de perception entre les chefs d'exploitations et les technstructures européennes, régionales et consulaires.

Les entreprises françaises agricoles, industrielles et artisanales se battent chaque jour pour leur survie. Une entreprise c'est un organisme vivant dont l'objectif est la création de richesses et seules les entreprises créent de la richesse, et elle ne peut survivre que si elle est compétitive et donc rentable.

En 1970, il y avait 85 000 exploitations dans notre région, elles ne sont plus que 25 000 aujourd'hui. Nous avons perdu 25% de nos exploitations en 10 ans, et le nombre d'UTA unité de travail annuel équivalant au travail d'une personne travaillant à temps plein pendant une année dans une exploitation agricole est passé de 48 000 à 37 700 entre 2000 et 2012.

Ces chiffres démontrent bien que l'objectif premier doit être la recherche de la compétitivité qui en effet passe partie par l'innovation.



---

### Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Cependant nous pourrions toujours créer, inventer, investir si nous sommes comme c'est de plus en plus le cas soumis à une concurrence faussée, cela ne servira à rien car nos entreprises agricoles disparaîtront et nos efforts dans le cadre de cet appel à projet n'auront servi qu'à nos concurrents puisque ce Partenariat Européen pour l'Innovation impose « *la mise en réseau et la publication des résultats obtenus et de l'état des connaissances sur les thématiques abordées* ». Il faut vraiment ne jamais avoir travaillé en entreprise pour ignorer que le secret et le brevet sont les conditions impératives du passage réussi de l'innovation à la production.

Enfin, la perspective du TAFTA négocié en secret par la Commission européenne et les Etats-Unis et soutenu par les partis mondialistes français des Républicains au Parti Socialiste, abaissera les normes qualitatives et environnementales au bénéfice des multinationales de l'agro-business. L'agriculture française n'y survivra pas.